

# Licence Droit appliqué à l'entreprise (Licence DAE)

Devenez Assistant-conseil en droit social ou en droit des affaires au service des petites et moyennes entreprises qui recrutent des juristes polyvalents.

**Intitulé officiel :** Licence Droit, Economie, Gestion mention Gestion parcours Droit appliqué à l'entreprise

## Présentation

### Publics / conditions d'accès

Prérequis :

L'accès en L1 s'effectue à Bac ou équivalent.

Les conditions d'accès direct en L3 sont les suivantes :

- soit être titulaire des 120 crédits des L1 et L2 d'une licence DEG ou SHS;
- soit être titulaire d'un diplôme Bac+2 (Diplôme du Cnam ou autre) ou d'une certification de niveau 6 enregistrée au répertoire national des certifications professionnelles ou reconnue équivalente ;
- soit justifier d'un niveau de formation Bac+2 (VES).

**Prérequis : pour les personnes n'ayant aucune formation juridique validée : 2 UE à choisir parmi : DRA 001, DRA 002, DRS 003**

### Objectifs

L'objectif professionnel de ce parcours est d'assurer une solide formation juridique en droit des affaires // du travail et de la protection sociale. La pratique de ces droits doit permettre le traitement de leurs implications en entreprise. En effet les évolutions constantes du droit nécessitent des formations de praticiens adaptées à des contextes variés et évolutifs.

Le titulaire de ce parcours de licence est en capacité de suivre les évolutions juridiques, de comprendre la portée des réglementations, de pouvoir les analyser et les présenter et de mettre en place les implications en découlant, que ce soit dans le domaine du droit des affaires // du travail, de la sécurité sociale, ou de la prévoyance complémentaire.

Il doit être en mesure de prendre ou suggérer toutes mesures pour éviter les litiges.

### Modalités de validation

Avoir validé les UE composant le diplôme.

Remettre un rapport d'expérience professionnelle conforme aux conditions requises pour le diplôme (UADROD)

## Compétences

Collecter et comprendre les informations nécessaires en droit : rechercher et vérifier les textes appropriés, mettre en place une veille juridique.

Négocier et rédiger un contrat ; vérifier ses conditions de formation, en suivre l'exécution puis son extinction (contrats civils, commerciaux, administratifs et contrats de travail).

Analyser et rédiger des notes de commentaires des textes.

Défendre un dossier ou résoudre un cas pratique concret.

Communiquer à l'oral et à l'écrit en français et en anglais. Pouvoir comprendre un document juridique (décision de justice, contrat ou loi), tant en français qu'en anglais.

Déterminer la forme d'entreprise adéquate et en maîtriser les avantages (notamment

Non valide depuis le 31-08-2021

Arrêté du 08 juillet 2021.

Accréditation jusque fin 2024-2025. le 08-07-2021

**Code : LG03604A**

180 crédits

Licence

**Responsabilité nationale :**

EPN14 - Droit et immobilier /  
Cécile CHABAS-LAQUIEZE

**Niveau CEC d'entrée requis :**

Niveau 4 (ex Niveau IV)

**Niveau CEC de sortie :** Niveau

6 (ex Niveau II)

**Mention officielle :** Arrêté du 08 juillet 2021. Accréditation jusque fin 2024-2025.

**Mode d'accès à la certification :**

- Contrat de professionnalisation
- Apprentissage
- Validation des Acquis de l'Expérience
- Formation continue

**NSF :** Spécialités plurivalentes des échanges et de la gestion (310) , Comptabilité, gestion (314)

**Métiers (ROME) :** Agent / Agente de gestion comptable (M1203) , Chef d'équipe d'enquêteurs (M1401) , Chef des services administratifs et financiers (M1205) , Assistant / Assistante technique ingénierie (M1605) , Assistant / Assistante de direction (M1604)

**Code répertoire :** RNCP35924

**Code CertifInfo :** 92839

**Contact national :**

EPN14 - Droit  
2 rue Conté  
75003 Paris

Yasmina NABBACH

[par\\_cnam.droit@lecnam.net](mailto:par_cnam.droit@lecnam.net)

fiscaux) et les inconvénients afin de créer ou participer à sa création et aider à en rédiger les statuts.

Gérer les biens et les contrats de l'entreprise.

Tenir à jour les documents ou déclarations obligatoires.

Rédiger des contrats de travail, gérer leur suivi et de leur modification, appliquer les procédures légales.

Mettre en place les instances représentatives du personnel.

Veiller aux conditions d'application de la législation de la Sécurité Sociale et de la protection sociale complémentaire.

Assurer les relations avec les organismes sociaux (URSSAF, caisses d'assurance maladie, caisses de retraite).

Gérer opérationnellement les dossiers relevant du Droit de la Sécurité Sociale (arrêts de travail et indemnisation, accidents de travail et de trajet, calcul de la retraite).

# Enseignements

180 ECTS

## L1 60 ECTS

Présentation générale du droit DRA001

4 ECTS

Économie Générale : macroéconomie EAR002

6 ECTS

12 crédits à choisir parmi : 12 ECTS

Les outils bureautiques NFE001

6 ECTS

Excel avancé NFE002

6 ECTS

Anglais général ANG100

6 ECTS

Outils et démarche de la communication écrite et orale CCE001

4 ECTS

Bases et outils de gestion de l'entreprise CFA006

6 ECTS

Méthodes de recherche et traitement de l'information : entretiens et questionnaires professionnels TET003

8 ECTS

deux UE à choisir parmi : 12 ECTS

Introduction à la sociologie AST001

6 ECTS

Organisation du travail et des activités DSY005

6 ECTS

Projet personnel et professionnel : auto-orientation pédagogique FPG003

6 ECTS

Expérience professionnelle : 1 an UADR01

8 ECTS

## L2 60 ECTS

Droit du travail : bases - aspects individuels et collectifs DRS003

4 ECTS

Economie Générale : microéconomie EAR001

6 ECTS

Initiation au management et Gestion des Ressources Humaines FPG001

4 ECTS

Recherche d'informations: théorie et pratique sur le web TET007

6 ECTS

Introduction à la psychologie sociale et des organisations PST003

6 ECTS

La formation des adultes : histoire, enjeux et acteurs FAD101

4 ECTS

Initiation aux questions du travail et de l'emploi TET006

4 ECTS

12 crédits à choisir parmi : 12 ECTS

Champs de la sociologie	AST002 6 ECTS
Comptabilité et gestion de l'entreprise	CFA010 12 ECTS
Sociologie du travail et de l'emploi	AST106 6 ECTS

Expérience professionnelle : 1 an

UADR02

8 ECTS

L3 60 ECTS

Droit du travail : relations individuelles	DRS101 6 ECTS
Règles générales du droit des contrats	DRA103 4 ECTS
Activités et biens de l'entreprise	DRA110 6 ECTS

Une UE à choisir parmi 6 ECTS

Anglais général	ANG100 6 ECTS
Parcours d'apprentissage personnalisé en anglais	ANG200 6 ECTS
Anglais professionnel (niveau licence)	ANG320 6 ECTS

Au choix parmi 22 ECTS

Droit du travail : relations collectives	DRS102 6 ECTS
Droit de la sécurité sociale	DRS104 6 ECTS
Prévoyance. Retraites complémentaires et supplémentaires. Assurance chômage.	DRS105 6 ECTS
Droit social européen et international	DRS106 6 ECTS
Principaux contrats de l'entreprise	DRA106 4 ECTS
Règles générales du droit des sociétés	DRA112 6 ECTS
Principales formes de sociétés	DRA113 4 ECTS
Principes généraux de fiscalité des entreprises	DRF100 4 ECTS
Comptabilité et contrôle de gestion- Découverte	CCG100 4 ECTS

au choix parmi 4 ECTS

Sociologie des relations professionnelles	AST117 6 ECTS
GRH, dialogue social et transformations des organisations	FPG109 6 ECTS
Outils RH	FPG114 6 ECTS
Pratiques écrites et orales de la communication professionnelle	CCE105 4 ECTS
La formation des adultes : histoire, enjeux et acteurs	FAD101 4 ECTS
Gestion des hommes et des équipes	EME104 6 ECTS
Méthodes et outils de l'organisation	DSY020 6 ECTS
Genre et travail	GME101 6 ECTS

Expérience professionnelle, rapport d'expérience et séminaires de méthodologie

UADROD

12 ECTS

# Blocs de compétences

## Code, N° et intitulé du bloc

## Liste de compétences

LG036B14

RNCP35924BC01

Comprendre et appliquer les règles du droit du travail dans les relations individuelles et collectives en entreprise (Utiliser les méthodes et techniques de la gestion courante des organisations pour préparer et mettre en oeuvre des décisions des organisations)

- Comprendre les règles du droit du travail pour un usage efficace en entreprise.
- Assurer la gestion juridique du personnel par une juste compréhension des règles du droit du travail et de leurs usages : recrutement, contrat de travail, rémunération, temps de travail, conditions de travail, droits et libertés, rupture du contrat, etc.
- Mettre en œuvre et développer les relations sociales de travail en entreprise en application du droit du travail : négociations et application des accords collectifs, information-consultation du Comité social et économique (emploi, santé et sécurité, etc.), etc.

Ce bloc accompagné du bloc 3 permettent l'obtention du Certificat de compétence Conseil en droit social appliqué à l'entreprise (CC03).

LG036B34

RNCP35924BC03

Comprendre et appliquer les règles du droit de la protection sociale en entreprise (Usages digitaux et numériques)

- Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information ainsi que pour collaborer en interne et en externe.

Comprendre la législation du domaine de la protection sociale de base des salariés (affiliation à la sécurité Sociale, cotisations sociales, prestations santé, retraite, accident du travail etc.) afin d'intervenir en entreprise par une juste application des règles

Comprendre le fonctionnement de la protection sociale complémentaire : structures de gestion (mutuelles, caisses de retraites...), financement et prestations des régimes complémentaires de santé, de prévoyance et de retraite, afin d'accompagner les entreprises dans leur rapport avec ces différents organismes

Comprendre le fonctionnement des systèmes de préretraite et du chômage pour anticiper les évolutions et leur impact en entreprise.

LG036B64

RNCP35924BC06

Positionnement vis-à-vis d'un champ professionnel

- Identifier et situer les champs professionnels potentiellement en relation avec les acquis de la mention ainsi que les parcours possibles pour y accéder.
- Caractériser et valoriser son identité, ses compétences et son projet professionnel en fonction d'un contexte.
- Identifier le processus de production, de diffusion et de valorisation des savoirs.

LG036B74

RNCP35924BC07

Action en responsabilité juridique au sein d'une organisation

Situer son rôle et sa mission juridique au sein d'une organisation pour s'adapter et prendre des initiatives.

Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité environnementale.

Travailler en équipe et en réseau ainsi qu'en autonomie et

professionnelle (Action en responsabilité au sein d'une organisation professionnelle)

responsabilité au service d'un projet.  
Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique juridique

LG036C34

RNCP35924BC03

Expression et communication écrites et orales

Connaître le vocabulaire juridique